

SNU: les syndicats de l'Education reçus rue de Grenelle pour évoquer son évolution

(), (AFP) -

Les syndicats enseignants sont reçus jeudi matin par le ministre de l'Education Pap Ndiaye et la secrétaire d'Etat à la Jeunesse en charge du SNU Sarah El Haïry pour parler du Service national universel (SNU), dont l'avenir reste flou.

Le SNU, promesse d'Emmanuel Macron, a été lancé en 2019 de manière ciblée, avec l'objectif de le rendre à terme universel, donc généralisé et obligatoire. Il ne concerne pour l'instant que des jeunes volontaires (32.000 en 2022) et sa généralisation se heurte à de vives résistances.

Le chef de l'Etat avait promis lors de ses vœux du 31 décembre de poser "dans les toutes prochaines semaines ou prochains mois les premiers jalons d'un Service national universel".

Le SNU s'est depuis heurté, fin mars, à la mobilisation contre la réforme des retraites. Un volet concernant ce projet avait été retiré de la prochaine loi de programmation militaire.

Mais depuis plus d'un mois, des discussions sur l'évolution du SNU ont été relancées avec les organisations syndicales, pour tenter d'aboutir à un projet concret. A ce stade, rien n'est acté, selon la rue de Grenelle. Mais une réunion est prévue jeudi matin avec les syndicats enseignants pour évoquer son "évolution", avant une réunion des recteurs jeudi après-midi.

Des pistes sont évoquées pour franchir une étape dans le déploiement du SNU, dès la rentrée de septembre, selon les syndicats, reçus mi-mai. Figurerait notamment l'idée d'un stage de 12 jours sur le temps scolaire pour les élèves de seconde.

Selon cette piste, tous les enseignants en lycée pourraient déposer une candidature pour que leur classe de seconde réalise un "séjour de cohésion", en uniforme et sur le temps scolaire.

Les établissements participants enverraient une ou plusieurs classes dans un centre à proximité du lycée. Sur ce point, les syndicats critiquent l'abandon du brassage des élèves, censés être répartis dans tout le pays pour favoriser une mixité géographique et sociale.

Dans un communiqué publié cette semaine, l'ensemble des syndicats de professeurs, de lycéens et la fédération de parents d'élèves FCPE demandent l'abandon de la généralisation du SNU et de son déploiement sur le temps scolaire.

"C'est à nouveau une baisse du nombre d'heures consacrées aux apprentissages et la remise en cause du cadre national des programmes", écrivent-ils, pointant "le coût d'un gadget présidentiel déconnecté de la réalité".

Un rapport du Sénat, publié début mars, a recommandé de "surseoir" à la généralisation du SNU "au regard des incertitudes" du projet.

Afp le 15 juin 23 à 04 01.

